

Les Cheminotes et Cheminots seront dans l'action à partir du mardi 22 novembre 2005 Pourquoi ?



Quel avenir pour les Services Publics ?

Au moment où le gouvernement, après avoir privatisé AIR FRANCE, FRANCE TELECOM, GDF, SNCF, met en œuvre la privatisation d'EDF et réduit les moyens de fonctionnement de l'ensemble des services publics, une question légitime se pose : quel avenir pour les Services Publics ? Quel avenir pour la SNCF ?

Le but du gouvernement sous couvert de réduction budgétaire est de réduire les services publics à leur plus simple expression pour livrer la manne financière qu'ils représentent aux intérêts privés.

Consciente qu'ils sont un des éléments structurants de l'unité du pays, la population est attachée aux services publics et souhaite qu'ils évoluent pour renforcer leur efficacité. Les déstructurer, les privatiser, c'est engendrer encore plus d'inégalités, d'injustices notamment pour les plus faibles.

Plus que jamais aujourd'hui dans la crise économique et sociale qui traverse le pays, les services publics ont besoin d'être renforcés, développés pour répondre aux attentes de l'ensemble de la société, permettant à tous l'accès aux transports, à la formation, aux soins, à l'éducation, à l'énergie. Pour cela, il faut rompre avec la politique libérale et sortir des critères de rentabilité financière. Il faut réfléchir et décider à partir des besoins des usagers et des populations.

Quel avenir pour le Service Public SNCF ?

Si la stratégie du gouvernement et du patronat poursuit le même but pour l'ensemble des entreprises publiques, la mise en œuvre de la privatisation prend des formes différentes.

Pour certaines (SNCF, GDF, EDF, ect...), les attaques sont plus directes en ouvrant au nom d'une « sacro-sainte concurrence » leur capital aux intérêts privés, pour d'autres, en faisant entrer ces derniers dans leur gestion (Régie des Transports Marseillais).

Mais toujours, l'ouverture à la concurrence est présentée comme un plus pour les usagers notamment en leur faisant miroiter une baisse des tarifs. Les exemples récents, notamment l'augmentation du prix du gaz, sont là pour démontrer qu'il n'en est rien. **Au contraire, avec la privatisation, les utilisateurs des services publics devront payer plus cher pour un service de moins bonne qualité.**

A la SNCF, nous n'avons pas à faire face à une annonce de privatisation directe. Pour autant, celle-ci se prépare et se met en place de manière insidieuse.

En effet, gouvernement et direction de l'entreprise jouent la même partition. Côté gouvernement, en refusant de régler l'endettement ferroviaire dont il est pourtant responsable, il étouffe financièrement la SNCF et la pousse dans la voie de la privatisation. Côté direction de l'entreprise, c'est la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes internes qui modifient en profondeur la SNCF et suppriment des milliers d'emplois tous les ans au détriment de la qualité de transport.

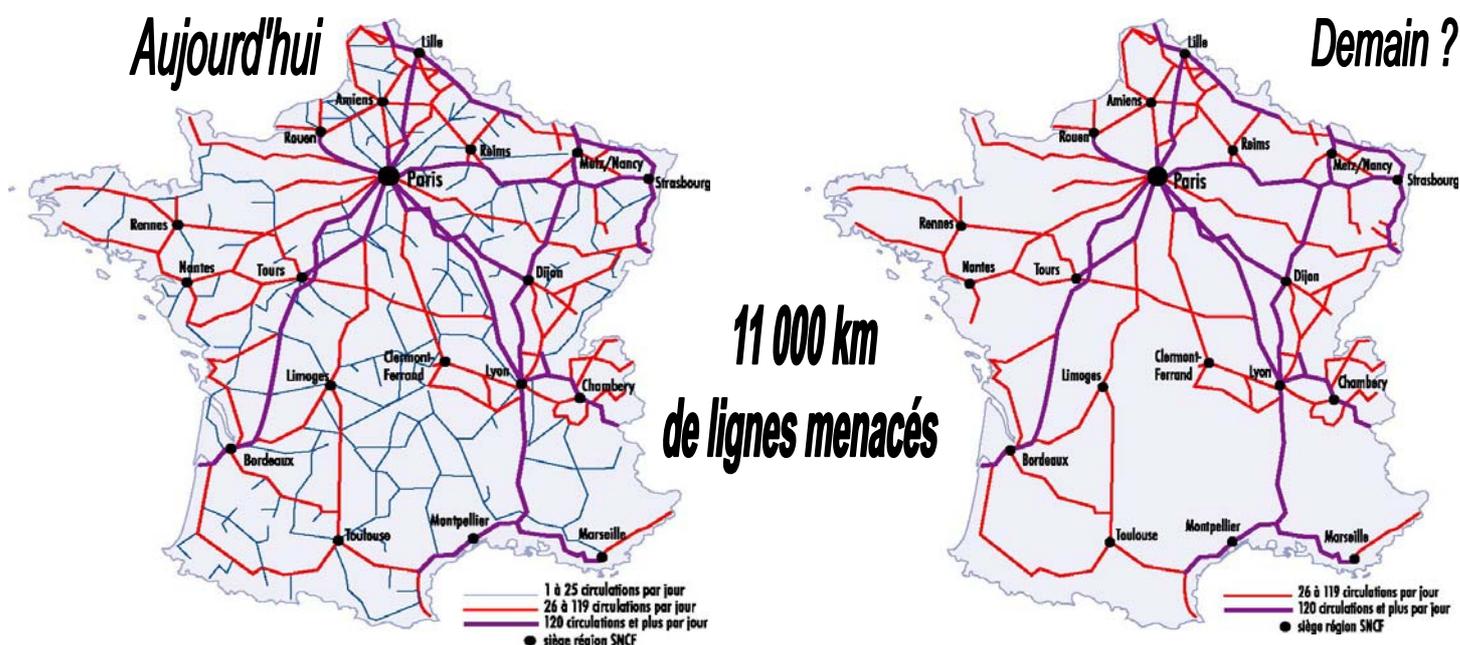
Dans le même temps, les directives et règlements Européens pourtant condamnés par le référendum du 29 mai, viennent compléter le processus d'éclatement des Services Publics. **L'ensemble crée les conditions d'une privatisation à court terme. Comme vous, nous refusons un transport ferroviaire à l'Anglaise !**

LES CHEMINOTES ET CHEMINOTS ONT DE TOUT TEMPS ETE FIDELES AUX PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC TEL QUE : la solidarité et l'égalité de traitements pour les usagers sur tout le territoire, la qualité de service, la sécurité,.....ce n'est pas le cas du gouvernement et de la direction SNCF.

Pour les usagers et la population, cela se traduit par :

- * un train moins accessible à tous (tarifs, distribution, etc...);
- * des suppressions de lignes voyageurs (Trains Corails et bientôt certains TER...);

- * des trafics fret abandonnés (cela représente depuis le 1^{er} janvier 2005 plus de 650000 camions sur les routes de France);
- * une qualité de service en dégradation ;
- * moins de sûreté, d'information, d'accueil ;
- * des infrastructures ferroviaires qui se détériorent en hypothéquant la sécurité ;
- * Des décisions gouvernementales qui en s'appuyant sur les recommandations de l'audit sur les « infrastructures ferroviaires » prévoient de supprimer 11 000 km de lignes comme le montrent les cartes ci-dessous :



Voilà ce qu'amèneraient les recommandations de cet audit ! Catastrophique pour le service public SNCF, les populations, les cheminots. Il supprimerait la possibilité de développer les trafics de proximité qu'ils soient Fret ou voyageurs. Il raréfierait l'activité économique et l'emploi industriel dans de nombreuses régions déjà sinistrées et abandonnées par d'autres services publics.

C'est inacceptable ! Gouvernement et direction SNCF doivent changer de cap !

Pour mettre en échec ces attaques contre le Service public ferroviaire, les cheminotes et cheminots ont décidé de construire un rapport de forces à hauteur des enjeux posés.

Comme nous avons toujours su le faire, nous nous rassemblerons et ferons front commun.

ENSEMBLE NOUS GAGNERONS !

Paris, le 10 novembre 2005